

Opinion - Chicago-Kaboul : Que fait Bruxelles ? (27.5.12)

Ce dimanche 20 et lundi 21 mai, les alliés de l'OTAN se sont retrouvés à Chicago pour entériner plusieurs sujets, dont la guerre en Afghanistan. Les 28 alliés de l'Otan sont de prime à bord pressés d'en terminer avec un conflit impopulaire qui dure depuis plus de dix ans et coûte cher en hommes et en ressources. Mais leur priorité fut néanmoins d'affirmer qu'il "n'y aurait pas de retrait précipité", comme l'a affirmé le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen. "Nous resterons engagés en Afghanistan jusqu'au succès de l'opération", a-t-il assuré. La CNAPD dénonce cette politique.

L'Armada de l'Otan aujourd'hui déployée sur place est de 130 000 hommes. Pour la suite, les alliés prévoient de maintenir le pays sous perfusion à hauteur de 4,1 milliards de dollars par an pendant 10 ans pour payer les forces de sécurité afghane. Et ce, sous couvert du discours officiel de risque de retour au pouvoir des talibans.

Le Gouvernement belge, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères (Didier Reynders) et de son Ministre de la Défense (Pieter De Crem), ont laissé entendre qu'ils prolongeront pour leur part la présence d'une partie des troupes belges, en même temps qu'ils promettent une cotisation de 12 Millions d'euros par an pour une durée indéterminée ; et ceci contre l'accord de Gouvernement et sans accord du Parlement.

La CNAPD dénonce cette politique contreproductive en termes de résolution du conflit. Ainsi aucun calendrier strict de rapatriement des quelques 600 soldats belges n'est discuté, comme l'a fait François Hollande en annonçant sa décision de rapatrier en France la majeure partie des troupes combattantes avant la fin de l'année, évoquant un "acte de souveraineté" pour justifier ce départ le contingent français.

L'échec est pourtant largement constaté, consistant à tout mettre dans le militaire et le sécuritaire ; sans prendre en compte la ruine humaine, sociale et économique que cette entreprise engendre. Trop peu de représentants politiques s'en émeuvent. Cette politique s'appuie en outre sur des dépenses mirobolantes dont aucune justification ne nous est donnée : en 2014, la Belgique aura dépensé quelques 1,4 Milliard d'Euro pour « la reconstruction et la stabilisation », alors que de toute part, l'austérité commande à la population des efforts que celle-ci encaisse pour des nécessités d'« assainissement des dépenses publiques ».

Pour que Obama soit réélu, il ne peut manquer la transition afghane. Les élections approchent, mais le véritable pari de la paix n'est pas encore gagné.

Isabelle Grippa
Présidente